

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 24/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KERAKOLL FRANCE

25 avenue de l'industrie
69960 Corbas

Références : UD-R-CTESSP-25-177-LD
Code AIOT : 0006110750

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement KERAKOLL FRANCE implanté 25 avenue de l'industrie 69960 Corbas. L'inspection a été annoncée le 18/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées. Elle a également été l'occasion de contrôler les suites de la précédente inspection de 2022 et d'aborder le dossier de réexamen et Porter à Connaissance en cours d'instruction par l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERAKOLL FRANCE
- 25 avenue de l'industrie 69960 Corbas
- Code AIOT : 0006110750

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société KERAKOLL FRANCE, exploite, sur la commune de Corbas, une installation de production qui synthétise des polymères polyuréthanes et hybrides, fabrique par opération de mélange des mastics polyuréthanes, silicones, acryliques et hybrides et conditionne ces mastics en cartouches, poches ou seaux. Ces produits sont destinés à de multiples applications dans les domaines de l'étanchéité, l'isolation, le calfeutrement et le collage pour le bâtiment et l'industrie.

Le site de production de Corbas (69) est soumis à autorisation au titre des installations classées (ICPE), son arrêté préfectoral d'autorisation date du 17 septembre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La présente visite a été l'occasion d'aborder l'instruction du dossier de réexamen déclenché par le BREF WGC ainsi que le Porter à connaissance déposés par l'exploitant en 2024. Dans ce cadre, un échange a eu lieu entre l'inspection et l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral en cours de refonte. L'exploitant a indiqué que certaines prescriptions de son arrêté préfectoral sont obsolètes. L'inspection a donc proposé à l'exploitant d'envoyer un courrier de demande d'aménagement pour intégration de ces demandes dans le futur arrêté préfectoral qui prendra en compte les modifications liées à ces différents dossiers.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Ouvrages de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 5 et 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vannes d'isolement	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.3.2	/	Sans objet
6	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Foudre	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra tenir à disposition de l'inspection, selon les délais mentionnés dans les fiches de constat du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau pluviale
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées sont les eaux pluviales de voiries (...)</p> <p>Les eaux pluviales de toiture des bâtiments, réputées « propres », sont dirigées vers le réseau de la zone industrielle. L'exploitant réalise une étude pour que ces eaux soient infiltrées conformément au SAGE de l'Est de Lyonnais. Cette étude est transmise à l'Inspection des installations classées dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette étude comprend un calendrier de mise en conformité des installations.</p>
Constats :

L'exploitant a transmis, le 7 avril 2025, l'étude d'infiltration des eaux pluviales mise à jour présentant une solution d'infiltration des eaux pluviales réputées propres via un bassin d'infiltration enterré.

L'inspection traite cette étude dans le cadre du Porter à Connaissance complété à cette même date, il est prévu une refonte de l'arrêté préfectoral en lien avec ce dossier mais également le dossier de réexamen et rapport de base.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau pluviale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître (...) les secteurs collectés et les réseaux associés ; les ouvrages de toutes sortes ; les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant présente en séance un plan actualisé des réseaux d'eaux. L'inspection constate d'après sa visite sur site que ce plan est à jour et que notamment les vannes d'isolement sont bien identifiées sur ce plan.

En lien avec son dossier de Porter à Connaissance, l'exploitant présente également un plan projet des réseaux d'eaux prenant en compte le nouveau réseau des eaux pluviales réputées propres. Ce plan nécessitera une mise à jour pour prendre en compte le bassin d'infiltration (validation de la solution retenue par arrêté préfectoral).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vannes d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vannes d'isolement

Prescription contrôlée :

Le site dispose de vannes d'isolements d'eaux afin d'empêcher toute pollution dans le milieu naturel ou le réseau communautaire :

- vanne d'isolement d'évacuation d'eaux pluviales du quai logistique ;

<p>- vanne d'isolement d'évacuation d'eaux pluviales de la zone déchargement vrac ;</p> <p>- vanne d'isolement générale eaux pluviales et eaux usées sur les autres parties de l'entreprise. Les vannes de sectionnement sont visibles et facilement manipulables. L'exploitant s'assure de leur bon état annuellement. La vérification est consignée dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate sur les plans et sur le terrain la présence de ces différentes vannes d'isolement.</p> <p>L'exploitant présente également le registre de vérification périodique des vannes d'isolement par la maintenance. La dernière vérification a été effectuée le 6 mars 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau d'eau pluviale est susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incident par la fermeture des vannes d'isollements. La capacité est au minimum de 180 m³ composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bassin d'orage enterré de 90 m³ • de la rétention des quais pouvant contenir au minimum 98 m³ <p>[...]</p> <p>Une consigne est établie. Une formation est dispensée au personnel d'astreinte.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un document explicitant le calcul de rétention des eaux dans la fosse du quai de chargement pour un volume de 98 m³ ainsi qu'un extrait de plan du permis de construire indiquant un volume de 90 m³ de rétention pour le bassin d'orage</p> <p>L'inspection constate que les consignes sont bien affichées au niveau des vannes.</p> <p>Une formation sur la manipulation de la fermeture des vannes d'isolement a été réalisée le 16/09/2024. Le contenu de la formation est présenté en séance, il comprend bien les actions à mettre en œuvre lors d'un accident ou incident engendrant des eaux polluées mais ne précise pas le nombre de vannes à manipuler en cas d'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le support de formation concernant la manipulation des vannes d'isolement devra être mis à jour pour identifier clairement le nombre de vannes et leur emplacement exact. L'exploitant programmera une nouvelle session de formation pour le personnel susceptible de réaliser ces opérations.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 5 et 10
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration IOTA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 :</p> <p>Le déclarant communique au préfet par courrier, en double exemplaire, les éléments suivants, s'ils n'ont pas été fournis au moment du dépôt du dossier de déclaration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates de début et fin du chantier, le nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux de sondages, forages, puits, ouvrages souterrains et, sommairement, les différentes phases prévues dans le déroulement de ces travaux ; - les références cadastrales des parcelles concernées par les travaux, les côtes précises entre lesquelles seront faites les recherches d'eau souterraine, les dispositions et techniques prévues pour réaliser et, selon les cas, équiper ou combler les sondages, forages et ouvrages souterrains ; - les modalités envisagées pour les essais de pompage, notamment les durées, les débits prévus et les modalités de rejet des eaux pompées, et la localisation précise des piézomètres ou ouvrages voisins qui seront suivis pendant la durée des essais conformément à l'article 9 ; - pour les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou susceptibles d'intercepter plusieurs aquifères, les modalités de comblement envisagées dès lors qu'ils ne seraient pas conservés. <p>Article 10 :</p> <p>Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ; - le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m³/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ; - pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ; - les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ; - le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ; - les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.

<p>Constats :</p> <p>Questionné par l'inspection, l'exploitant indique que les ouvrages de surveillance des eaux souterraines n'ont pas été déclarés à la Banque du Sol et que le dossier cité aux article 5 et 10 de l'arrêté du 11 septembre 2003 n'a pas été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra régulariser sa situation en déclarant la rubrique IOTA correspondante (1.1.1.0) et en proposant l'inscription des ouvrages à la banque du sous-sol.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Autres</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un état des stocks généré tous les jours et envoyés automatiquement par mail à certaines personnes identifiées de l'entreprise. Le dernier état des stocks date du 14 avril 2025 à 17h27. A la suite de l'inspection de 2022, l'exploitant indique avoir amélioré la manière de présenter son état des stocks. Notamment, celui-ci est généré en 3 catégories : inflammables, dangereux pour l'environnement et toxiques. Les noms des produits et quantités sont précisés. L'inspection constate tout de même que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état des produits (solide, liquide, pâteux) n'est pas précisé; • le total de produit par type ne permet de constater rapidement les quantités présentes; • le plan général des stockages ne permet pas de faire ressortir rapidement ces trois catégories. <p>Considérant que l'exploitant a tout de même amélioré la manière de présenter son état des stocks l'inspection propose les actions suivantes pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours lors d'un incendie notamment.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant améliorera son état des stocks en faisant apparaître par catégorie les quantités totales de produits présentes ainsi que l'état de ces produits (solide, liquide...).</p> <p>En complément des plans détaillés des stocks présentés en séance, l'inspection propose à l'exploitant de mettre à disposition des services d'incendie et de secours un plan "macro" permettant d'identifier rapidement les emplacements des produits inflammables, dangereux pour l'environnement et toxiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les équipements de lutte contre la foudre définis par l'étude technique du 30/11/2020. Les équipements sont installés avant le 31/12/2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'exploitant indique avoir réalisé la quasi intégralité des travaux de lutte contre la foudre mentionnés dans l'étude technique du 30/11/2020, sauf ceux concernant un boîtier de télécom, pour lequel il dépend de l'intervention de l'opérateur téléphonique qui le possède.</p> <p>L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de réaliser sous 6 mois les travaux de lutte contre la foudre concernant le boîtier de télécom comme mentionné dans l'étude technique du 30/11/2020.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant présente un rapport APAVE de vérification visuelle foudre (R13191544 -001 -1 du 17/07/2024) en référence à l'arrêté du 4 octobre 2010. L'inspection constate que le boîtier télécom (ie, arrivée ligne téléphonique) a bien été contrôlé et est conforme à l'arrêté précité et à l'arrêté préfectoral du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>